

Oloron et vallées

Camion dans le ravin : un an après, rien n'a changé

RETOUR SUR L'INFO Deux manifestations vont avoir lieu lundi et mardi pour commémorer la mort d'un conducteur de camion espagnol. « Rien n'a été fait depuis », regrette-t-on

Étienne Czernecka
e.czernecka@sudouest.fr

Il y a un an, le 27 août 2018, un poids lourd espagnol qui circulait sur la RN 134 et se rendait en Allemagne avec une pleine cargaison de chlorite de soude, un produit hautement toxique, avait chuté dans un ravin au niveau du Fort du Portalet, entraînant la mort du conducteur et une pollution importante du gave, qui avait provoqué la mort de centaines de poissons et perturbé plusieurs autres espèces. Cet énième accident (dont un autre au même endroit) sur la route étroite, liant l'Espagne à la France, avait ravivé la lutte contre les camions en vallée d'Aspe, débutée près de trente ans plus tôt.

Une série de manifestations, d'interpellations d'élus et d'actions coup de poing avaient fait suite à cet accident : en ligne de mire, l'interdiction du transport de matières dangereuses sur la RN 134, jugée non adaptée à ces pratiques. Las, en un an, rien ou presque n'a été fait. Des élus de la vallée d'Aspe invitent, lundi soir, les élus communautaires, départementaux et régionaux, à les rejoindre pour déposer une gerbe sur le lieu de l'accident.

Deux poids, deux mesures

« On trouve particulièrement amer que les poids lourds et que le transport de matières dangereuses soient interdits ce week-end, à l'occasion du G7, regrette Jean-Claude Coustet, le maire de Borce. On prend des mesures radicales parce qu'il y a des puissants en jeu, mais on ne fait rien pour les milliers de personnes qui vivent ici toute l'année... Nous demandons, plus que jamais, une sécurisation de la RN 134, pas seulement en vallée



Le 27 août dernier, un conducteur avait trouvé la mort aux pieds du Fort du Portalet. ARCHIVES Q. TOP

d'Aspe, mais jusqu'à Pau, et aussi des déviations pour les villages qui n'en peuvent plus de ce trafic.»

Pour cet élu, « interdire le transport de marchandises ici, ce ne serait que transférer le problème ailleurs. Pour les matières dangereuses, on attend la réouverture de la ligne ferroviaire Oloron-Canfranc, même si on sait que ce ne sera pas demain... » Une autre manifestation sera organisée à Oloron mardi, ouverte au public celle-là, à partir de 14 heures, devant la sous-préfecture, à l'invitation du collectif Stop aux camions en Aspe. « Un an après, on peut constater qu'aucune mesure n'a été prise, et aucune réponse apportée », notent les organisateurs de ce mouve-

L'arrêté anti-camions retoqué

Les élus de neuf communes de la vallée d'Aspe – Sarance, Bedous, Osse-en-Aspe, Accous, Léas-Athas, Cette-Eygun, Etsaut, Borce et Urdos – avaient pris, début juin, un arrêté interdisant le transport de matières dangereuses sur leurs communes respectives. Depuis, pas de nouvelles de la préfecture, qui avait un délai de deux mois pour répondre et, le cas échéant, retoquer ce texte. Entre-temps, les maires aspois avaient alerté les autorités françaises et espagnoles afin que soit appliqué le fameux arrêté. En vain. Et puis, fin juillet, la réponse du préfet arrive enfin. « On ne va pas faire de mystères, la réponse n'allait pas dans notre sens. Elle est tombée le dernier jour. Il nous y demande de retirer l'arrêté, pour deux raisons distinctes, explique le maire de Borce. Le premier motif porte sur la forme. Nous parlons d'agglomérations dans ce texte, alors que pour certaines des neuf communes signataires, les camions ne traversent pas l'agglomération. Ensuite, il nous a rappelé que la RN 134 relevait du domaine de l'État, et que nous n'avions donc pas de pouvoir dessus. » En revanche, aucune des neuf communes n'a retiré l'arrêté pour le moment. « Nous l'avions pris symboliquement, reprend Jean-Claude Coustet. On verra si le préfet saisit le tribunal administratif. »